

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 2012-2013

---

25 SEPTEMBRE 2013

---

## RÉVISION DE LA CONSTITUTION

---

Proposition de révision de l'article 118,  
§2, de la Constitution

---

### AMENDEMENTS

---

N° 1 DE M. LAEREMANS

Article unique

**Remplacer cet article par ce qui suit :**

« Article unique. L'article 118, § 2, de la Constitution est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le Parlement de la Communauté flamande règle son élection, y compris la durée de sa législature et la date de son élection, sa composition et son fonctionnement, par voie de décret. Ce décret est adopté selon les règles de majorité fixées par ce Parlement par décret.

Une loi, adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa, désigne celles des matières relatives à l'élection, à la composition et au fonctionnement du Parlement de la Communauté française et du Parlement de la Région wallonne qui sont réglées par les Parlements, chacun en ce qui le concerne, par décret

Voir :

Documents du Sénat :

5-1752 - 2011/2012 :

N° 1 : Proposition de révision de la Constitution de M. Delpérée, Mmes Defraigne et Piryns et MM. Moureaux, Anciaux, Tommelein, Claes et Cheron.

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 2012-2013

---

25 SEPTEMBER 2013

---

## HERZIENING VAN DE GRONDWET

---

Voorstel tot herziening van artikel 118,  
§2, van de Grondwet

---

### AMENDEMENTEN

---

Nr. 1 VAN DE HEER LAEREMANS

Enig artikel

**Dit artikel vervangen door wat volgt :**

« Enig artikel. Artikel 118, § 2, van de Grondwet wordt vervangen als volgt :

« § 2. In afwijking van het bepaalde in paragraaf 1 wordt de verkiezing, met inbegrip van de duur van zijn legislatuur en de datum van zijn verkiezing, de samenstelling en de werking van het Parlement van de Vlaamse Gemeenschap door dit Parlement bij decreet geregeld. Dat decreet wordt aangenomen volgens de meerderheidsregels die door dit Parlement bij decreet worden bepaald.

Een wet, aangenomen met de meerderheid bepaald in artikel 4, laatste lid, duidt de aangelegenheden aan betreffende de verkiezing, de samenstelling en de werking van het Parlement van de Franse Gemeenschap en het Parlement van het Waalse Gewest, welke door de Parlementen, ieder wat hem betreft, bij

Zie :

Stukken van de Senaat :

5-1752 - 2011/2012 :

Nr. 1 : Voorstel tot herziening van de Grondwet van de heer Delpérée, de dames Defraigne en Piryns en de heren Moureaux, Anciaux, Tommelein, Claes en Cheron.

*ou par une règle visée à l'article 134, selon le cas. Ce décret et cette règle visée à l'article 134 sont adoptés à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, à condition que la majorité des membres du Parlement concerné soit présente.*

*Une loi désigne celles des matières relatives à l'élection, à la composition et au fonctionnement du Parlement de la Communauté germanophone qui sont réglées par ce Parlement par décret. Ce décret est adopté à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés, à condition que la majorité des membres du Parlement soit présente.*

*La loi visée à l'alinéa 2 ou à l'alinéa 3, selon le cas, peut confier aux parlements de Communauté et de Région la compétence de régler la durée de leur législature ainsi que la date de l'élection de leur assemblée, chacun en ce qui le concerne, par décret ou par une règle visée à l'article 134, selon le cas. Ce décret et cette règle visée à l'article 134 sont adoptés aux majorités prévues aux alinéas 1<sup>er</sup> à 3. » »*

#### Justification

En préparation de la sixième réforme de l'État, le gouvernement flamand a chargé l'administration flamande de rédiger plusieurs fiches. Ces fiches énoncent les souhaits du gouvernement flamand par rapport à la réforme de l'État. La fiche 19 (version 30.08 2010) traite des aspirations flamandes relatives à l'élection du Parlement flamand. Cette fiche est rédigée comme suit :

« FICHE19. BZ

Thème : Élection du Parlement flamand. Compétence en matière d'organisation

Constitution :

— Article 115, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> :

« Il y a un Parlement de la Communauté flamande, dénommé Parlement flamand, et un Parlement de la Communauté française, dont la composition et le fonctionnement sont fixés par la loi, adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa »;

— Article 116, § 1<sup>er</sup> :

§ 1<sup>er</sup>. « Les parlements de Communauté et de Région sont composés de mandataires élus. »

§ 2. « Chaque parlement de Communauté est composé de membres élus directement en qualité de membre du parlement de Communauté concerné ou en qualité de membre d'un parlement de Région; »

— Article 118, § 1<sup>er</sup> :

« La loi règle les élections visées à l'article 116, § 2, ainsi que la composition et le fonctionnement des parlements de Communauté

*decreet of bij een in artikel 134 bedoelde regel worden geregeld, naar gelang van het geval. Dat decreet en die in artikel 134 bedoelde regel moeten worden aangenomen met een meerderheid van twee derden van de uitgebrachte stemmen, op voorwaarde dat de meerderheid van de leden van het betrokken Parlement aanwezig is.*

*Een wet duidt de aangelegenheden aan betreffende de verkiezing, de samenstelling en de werking van het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, welke door dit Parlement bij decreet worden geregeld. Dat decreet moet worden aangenomen met een meerderheid van twee derden van de uitgebrachte stemmen, op voorwaarde dat de meerderheid van de leden van het parlement aanwezig is.*

*De in het tweede of in het derde lid bedoelde wet, naar gelang het geval, kan de Gemeenschaps- en Gewestparlementen de bevoegdheid toevertrouwen om elk voor zich, bij decreet of bij een in artikel 134 bedoelde regel, naargelang het geval, de duur van hun legislatuur en de datum van de verkiezing van hun parlementen te regelen. Dat decreet en die in artikel 134 bedoelde regel moeten worden aangenomen met de meerderheden bedoeld in het eerste tot en met derde lid. » »*

#### Verantwoording

Ter voorbereiding van de zesde staats hervorming werden door de Vlaamse administratie in opdracht van de Vlaamse regering een aantal fiches opgemaakt. Daarin worden de wensen van de Vlaamse regering weergegeven met betrekking tot deze staats hervorming. Fiche 19 (versie 30.08 2010) behandelt de Vlaamse verzuchtingen met betrekking tot de verkiezing van het Vlaams Parlement. Deze fiche luidt als volgt :

« FICHE19. BZ

Thema : Verkiezing van het Vlaamse Parlement. Bevoegdheid inzake organisatie

Grondwet :

— Artikel 115, § 1, eerste lid :

« Er is een Parlement van de Vlaamse Gemeenschap, Vlaams Parlement genoemd, en een Parlement van de Franse Gemeenschap, waarvan de samenstelling en de werking worden bepaald door de wet, aangenomen met de in artikel 4, laatste lid, bepaalde meerderheid »

— Artikel 116, § 1 :

§ 1. « De Gemeenschaps- en Gewestparlementen zijn samengesteld uit verkozen mandatarissen »

§ 2. « Elk Gemeenschapsparlement is samengesteld uit leden rechtstreeks gekozen tot lid van het betrokken Gemeenschapsparlement of tot lid van een Gewestparlement »

— Artikel 118, § 1 :

« De wet regelt de in artikel 116, § 2, bedoelde verkiezingen, evenals de samenstelling en de werking van de Gemeenschaps- en

et de Région. Sauf pour ce qui concerne le Parlement de la Communauté germanophone, cette loi est adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa.»

Législation :

Deux lois régulent l'élection du Parlement flamand :

— la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, et plus précisément les articles 25 à 29*undecies* et 30*bis*;

— la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, et plus précisément le livre I<sup>er</sup>, qui contient les articles 1<sup>er</sup> à 41*octies*.

Énoncé du problème

Compétence en matière d'organisation

Les élections du Parlement flamand sont actuellement organisées par l'autorité fédérale, bien que cette compétence devrait relever de la Région flamande même. Il est logique que les entités fédérées organisent elles-mêmes l'élection de leur parlement.

Les élections du Parlement flamand ont lieu en même temps que les élections du Parlement européen. Si cette liaison est maintenue, il est nécessaire de conclure un accord entre l'autorité fédérale et les régions sur l'organisation des élections le même jour.

Proposition :

Transfert aux régions de la compétence d'organiser les élections pour les parlements régionaux, ce qui est réglé par l'article 118, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution.

En n'apportant que quelques modifications à cet égard dans la loi spéciale du 8 août 1980 (*cf.* projet de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles relative à l'élargissement de l'autonomie constitutive de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté flamande (Sénat, doc. 5-1572)), la majorité institutionnelle n'a répondu aux aspirations de l'autorité flamande que dans une mesure très limitée. Ces modifications sont toutefois largement insuffisantes, puisque l'administration flamande propose d'attribuer intégralement et directement la compétence d'organiser les élections à la Communauté flamande, en se fondant sur l'article 118, § 1<sup>er</sup>, de la Constitution.

L'article 118, § 1<sup>er</sup>, n'a toutefois pas été soumis à révision et ne peut donc être modifié en ce sens à l'heure actuelle. L'article 118, § 2, en revanche, a bel et bien été soumis à révision. C'est donc par ce biais que le présent amendement tend à répondre aux aspirations du gouvernement flamand. Étant donné que les autres parlements des entités fédérées ne semblent pas intéressés par une autonomie de décision totale en ce qui concerne leur élection, ils ne sont pas repris dans l'amendement. Celui-ci accorde toutefois une autonomie constitutive à la Communauté germanophone. Puisque l'octroi d'une autonomie constitutive à la Région de Bruxelles-Capitale n'est pas souhaité, l'amendement ne prévoit de toute évidence pas une telle possibilité.

Gewestparlementen. Behoudens voor het Parlement van de Duitstalige Gemeenschap, wordt deze wet aangenomen met de meerderheid bepaald in artikel 4, laatste lid.»

Wetgeving :

De verkiezing van het Vlaamse Parlement wordt geregeld door twee wetten :

— de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, meer bepaald de artikelen 25 tot 29*undecies* en 30*bis*;

— de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur, meer bepaald boek I, dat de artikelen 1 tot 41*octies* bevat.

Probleemstelling

Bevoegdheid inzake organisatie

De verkiezingen van het Vlaamse Parlement worden momenteel georganiseerd door de Federale Overheid, terwijl dit toch een bevoegdheid van het Vlaamse Gewest zelf zou moeten zijn. Het is logisch dat de deelstaten zelf de verkiezing organiseren van hun eigen parlement.

De verkiezingen voor het Vlaamse Parlement vallen samen met de verkiezingen voor het Europese Parlement. Als deze koppeling behouden blijft, is er over de organisatie van de verkiezingen op dezelfde dag een akkoord nodig tussen de federale overheid en de gewesten.

Voorstel :

Overdracht naar de gewesten van de bevoegdheid om de verkiezingen voor de regionale parlementen te organiseren, wat geregeld wordt door artikel 118, § 1, van de Grondwet.»

De institutionele meerderheid is slechts in zeer beperkte mate tegemoet gekomen aan de wensen van de Vlaamse overheid door aangaande deze aangelegenheid slechts enkele wijzigingen aan te brengen aan de bijzondere wet van 8 augustus 1980 (*cf.* voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen betreffende de uitbreiding van de constitutieve autonomie van de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Vlaamse Gemeenschap (Senaat, stuk 5-1572)). Deze aanpassingen zijn evenwel ruimschoots onvoldoende, vermits de Vlaamse administratie voorstelt om deze bevoegdheid integraal en rechtstreeks via artikel 118, § 1, van de Grondwet aan de Vlaamse Gemeenschap toe te vertrouwen.

Paragraaf 1 van artikel 118 van de Grondwet werd evenwel niet voor herziening vatbaar verklaard en kan bijgevolg momenteel niet in die zin worden gewijzigd. Paragraaf 2 van dit artikel is evenwel wel voor herziening vatbaar. Het is dan ook via deze weg dat dit amendement aan de verzuchtingen van de Vlaamse regering wil tegemoetkomen. Aangezien de andere deelstaatsparlementen geen blijk van belangstelling hebben gegeven om volledige zeggenschap over hun eigen verkiezing te bekomen, worden zij in dit voorstel verder ongemoeid gelaten. Wel wordt in dit amendement constitutieve autonomie toegekend aan de Duitstalige Gemeenschap. Aangezien toekenning van constitutieve autonomie aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ongewenst is, wordt deze vanzelfsprekend in dit amendement niet hernomen.

## N° 2 DE M. LAEREMANS

(Subsidiaire à l'amendement n° 1)

## Article unique

**Apporter les modifications suivantes :**

- a) supprimer le 1°;**
- b) supprimer l'article 118, § 2, alinéa 2, proposé au 2°;**
- c) dans l'article 118, § 2, alinéa 4, proposé au 2°, remplacer les mots « à l'alinéa 3 » par les mots « à l'alinéa 2 » et les mots « aux alinéas 1<sup>er</sup> à 3 » par les mots « aux alinéas 1<sup>er</sup> et 2 ».**

## Justification

Dans le cadre du conflit communautaire à propos de Bruxelles, les Flamands considèrent l'octroi de l'autonomie constitutive à la Région de Bruxelles-Capitale comme une faute impardonnable et une erreur stratégique monumentale.

Ce point de vue a aussi toujours été celui des responsables politiques flamands et d'une large majorité démocratique en Flandre.

L'octroi de cette autonomie constitutive à la Région de Bruxelles-Capitale, proposé par la majorité institutionnelle, remonte à la note « Octopus » du gouvernement bruxellois, rédigée en février 2008. Dans cette note, le gouvernement bruxellois demande (au point 4.4) l'autonomie constitutive « confirmant le statut de Région à part entière ». L'intention du gouvernement bruxellois est donc très claire.

C'est pourquoi il est totalement incompréhensible que les actuels partis flamands de la majorité au niveau fédéral (et la N-VA) aient tout bonnement repris et accepté cette revendication lors des négociations concernant la sixième réforme de l'État. Cela fait des lustres, en effet, que les partis flamands de la majorité tout comme l'opposition flamande considèrent que, dans la structure de l'État belge, Bruxelles ne peut être assimilée aux entités fédérées que sont la Flandre et la Wallonie et ne peut dès lors prétendre au statut de Région à part entière.

Au contraire, la Flandre a toujours considéré que Bruxelles devait, en tant que capitale, recevoir un statut distinct. À cet égard, il peut être renvoyé aux 5 résolutions du Parlement flamand de 1999, qui ont été adoptées quasi à l'unanimité. Une de ces résolutions est intégralement consacrée à « Bruxelles dans le cadre de la prochaine réforme de l'État » (Parlement flamand, doc. 1341 (1998-1999)), ce qui souligne l'importance du rôle et de l'avenir de Bruxelles dans le cadre institutionnel que la Flandre envisage. Dans cette résolution, le Parlement flamand énonce comme principe de départ « la dualité de la structure fédérale de l'État, avec en plus un statut spécifique pour Bruxelles, qui doit être administrée sur un pied d'égalité par les Flamands et par les francophones ». Ce document ne parle pas d'octroyer ou non l'autonomie constitutive car personne n'aurait jamais pu imaginer un seul instant qu'une telle autonomie puisse être octroyée à la Région de Bruxelles-Capitale. Il est donc clair que le principe de base adopté par les partis flamands implique qu'il ne pouvait et qu'il ne peut être question, pour la Flandre, d'octroyer l'autonomie constitutive à Bruxelles.

## Nr. 2 VAN DE HEER LAEREMANS

(Subsidiair op amendement nr. 1)

## Enig artikel

**De volgende wijzigingen aanbrengen :**

- a) het 1° doen vervallen;**
- b) het door het 2° voorgestelde artikel 118, § 2, tweede lid, doen vervallen;**
- c) in het door het 2° voorgestelde artikel 118, § 2, vierde lid, het woord « derde » telkens vervangen door het woord « tweede ».**

## Verantwoording

Het toekennen van constitutionele autonomie aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is in de communautaire strijd die in en om Brussel wordt gevoerd vanuit Vlaams perspectief een onvergeeflijke fout en een strategische blunder van formaat.

Dat is ook altijd het standpunt geweest van de Vlaamse beleidsverantwoordelijken en van een ruime democratische meerderheid in Vlaanderen.

De nu door de institutionele meerderheid voorgestelde toekenning van deze constitutionele autonomie aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gaat terug naar de zogenaamde Octopusnota van februari 2008 van de Brusselse regering. Daarin vraagt deze (in punt 4.4) constitutionele autonomie « ter bevestiging van het statuut van volwaardig gewest ». Het opzet hiervan is dus wel zeer duidelijk.

Het is daarom ook volkomen onbegrijpelijk dat de huidige Vlaamse meerderheidspartijen (en de N-VA) in de federale regering deze eis tijdens de onderhandelingen omtrent de zesde staatshervorming zonder meer hebben overgenomen en aanvaard. Het is immers sinds jaar en dag een vast standpunt van de Vlaamse meerderheidspartijen én van de Vlaamse oppositie dat Brussel in de Belgische staatsorde niet kan worden gelijkgesteld met de deelstaten Vlaanderen en Wallonië en bijgevolg niet in aanmerking komt om begiftigd te worden met het statuut van een volwaardig gewest.

Vlaanderen is er integendeel steeds van uitgegaan dat Brussel als hoofdstad een afzonderlijk statuut moest krijgen. Daarvoor kan verwezen worden naar de 5 resoluties van het Vlaams Parlement uit 1999 die nagenoeg unaniem werden aangenomen. Van deze resoluties is er één die integraal handelt over « Brussel in de volgende staatshervorming » (Vlaams Parlement, stuk 1341 (1998-1999)), wat onderstreept hoe belangrijk de rol en de toekomst van Brussel werd beschouwd in het institutionele kader dat Vlaanderen voor ogen staat. In deze resolutie wordt gesteld dat « als principieel uitgangspunt de tweeledigheid van het federale staatsbestel voorop [staat] met daarnaast een specifiek statuut voor Brussel dat door Vlamingen en Franstaligen op voet van gelijkheid moet worden bestuurd ». Over het al dan niet verlenen van constitutionele autonomie is er in dit document geen sprake omdat niemand er in de verste verte ook maar aan dacht dat deze aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zou kunnen en mogen worden toegekend. Het is dan ook duidelijk dat het door de Vlaamse partijen principieel ingenomen uitgangspunt impliceert dat er van constitutionele autonomie voor Brussel in hoofde van Vlaanderen geen sprake kon en kan zijn.

Ce point de vue a encore été adopté et confirmé à plusieurs reprises par les responsables politiques flamands et par les organes démocratiquement élus. Le ministre-président flamand, Kris Peeters, l'a encore rappelé dans le discours qu'il a prononcé le 1<sup>er</sup> février 2008, à l'issue des négociations «Octopus» entre les partis flamands de la majorité. Le ministre-président déclara ceci : «Notre vision de Bruxelles est déterminée par notre vision de l'évolution de l'État belge. Cette vision part d'une dualité fondamentale basée sur l'existence de deux États fédérés avec, en outre, un statut spécifique pour Bruxelles et une Communauté germanophone». Ce discours s'inscrit dans le parfait prolongement des résolutions de 1999 et exclut aussi très clairement toute autonomie constitutive pour Bruxelles. Comme cette déclaration figure en annexe de l'Accord du gouvernement flamand du 13 juillet 2009, il en fait partie intégrante et reflète le point de vue du gouvernement flamand actuel.

Le présent amendement tend à renouer avec ce point de vue largement soutenu pendant de nombreuses années et supprime, par conséquent, l'autonomie constitutive en faveur de la Région de Bruxelles-Capitale.

### N<sup>o</sup> 3 DE M. LAEREMANS

(Subsidiaire à l'amendement n<sup>o</sup> 1)

#### Article unique

#### **Remplacer l'article 118, § 2, alinéa 2, proposé au 2<sup>o</sup>, par ce qui suit :**

*« Sans préjudice de l'alinéa précédent, la règle visée à l'article 134 est adoptée, en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, à la majorité des suffrages au sein de chaque groupe linguistique. »*

#### Justification

Dans son avis relatif à la proposition de loi spéciale modifiant la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, en exécution des articles 118 et 123 de la Constitution (Sénat, doc. 5-1754/2), le Conseil d'État observe à juste titre que «le texte des articles 118 et 123 de la Constitution proposés se borne à préciser que les ordonnances de la Région de Bruxelles-Capitale qui mettent en œuvre l'autonomie constitutive qui lui est reconnue, devront obéir à des «conditions de majorité supplémentaires». Ce texte ne prévoit par contre pas explicitement que ces «conditions de majorité supplémentaires» doivent consister en une exigence de majorité des suffrages exprimés au sein de chacun des deux groupes linguistiques du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale».

Si l'on décide malgré tout d'accorder l'autonomie constitutive à la Région de Bruxelles-Capitale — ce à quoi s'oppose l'auteur du présent amendement — et que l'on ancre ce principe dans la Constitution, on peut alors tout aussi bien définir précisément les garanties que l'on souhaite instaurer, dans le prolongement de cette décision, en faveur du groupe linguistique le moins nombreux, au lieu de le faire au moyen d'une formulation vague et susceptible de toutes sortes d'interprétations, comme c'est le cas aujourd'hui («conditions de majorité supplémentaires»). C'est d'autant plus nécessaire que cette garantie en faveur du groupe linguistique le moins nombreux a déjà été substantiellement affaiblie autrefois par des modifications apportées à la loi spéciale. La loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés prévoit en effet que la majorité des suffrages initialement requise dans chaque groupe linguistique est

Deze visie werd door de Vlaamse beleidsverantwoordelijken en democratisch verkozen organen daarna meermaals hernomen en herbevestigd. Dat gebeurde onder meer nog in de toespraak van 1 februari 2008 van Vlaams minister-president Kris Peeters naar aanleiding van de afronding van het zogenaamde Octopusoverleg dat door de Vlaamse meerderheidspartijen was gehouden. Daarin benadrukte de minister-president : «Onze visie op Brussel wordt bepaald vanuit onze visie op de staatkundige evolutie van België. Die visie gaat uit van een fundamentele tweeledigheid op basis van twee deelstaten met daarnaast een specifiek statuut voor Brussel én een Duitstalige Gemeenschap.» Deze uitspraak ligt volledig in het verlengde van de resoluties van 1999 en ook zij sluit heel duidelijk constitutieve autonomie voor Brussel uit. Vermits deze verklaring werd opgenomen als bijlage bij het Vlaams regeerakkoord van 13 juli 2009, maakt zij er integraal deel van uit en is dit het standpunt van de huidige Vlaamse regering.

Met dit amendement wordt beoogd aan te sluiten bij deze vele jaren lang breed gedragen visie en wordt de constitutieve autonomie ten behoeve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bijgevolg geschrapt.

### Nr. 3 VAN DE HEER LAEREMANS

(Subsidiair op amendement nr. 1)

#### Enig artikel

#### **Het door het 2<sup>o</sup> voorgestelde artikel 118, § 2, tweede lid, vervangen door wat volgt :**

*« Onverminderd de bepalingen van het voorgaande lid, moet de in artikel 134 bedoelde regel, voor wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, worden aangenomen met een meerderheid in elke taalgroep. »*

#### Verantwoording

In haar advies over het voorstel van bijzondere wet tot wijziging van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, ter uitvoering van de artikelen 118 en 123 van de Grondwet (Senaat, stuk 5-1745/2) merkt de Raad van State terecht op dat «in de tekst van de voorgestelde artikelen 118 en 123 van de Grondwet alleen bepaald [wordt] dat de ordonnances van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest die uitvoering geven aan de aan dat gewest toegekende constitutieve autonomie, moeten voldoen aan «bijkomende meerderheidsvoorwaarden». In die tekst wordt evenwel niet uitdrukkelijk bepaald dat deze «bijkomende meerderheidsvoorwaarden» een meerderheid van de uitgebrachte stemmen binnen elk van de twee taalgroepen van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement vereisen.»

Als men toch constitutieve autonomie wil geven aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest — iets waar indiener van dit amendement tegen is — en dit betonneert in de Grondwet, dan kan men de waarborgen die men in het verlengde daarvan ten behoeve van de minst talrijke taalgroep wenst in te voeren in de Grondwet evengoed precies omschrijven, in plaats van dat te doen via een vage en voor velerlei interpretatie en invulling vatbare formulering zoals nu het geval is («bijkomende meerderheidsvoorwaarden»). Dit is des te meer noodzakelijk omdat deze garantie voor de minst talrijke taalgroep in het verleden reeds via wijzigingen in de bijzondere wet substantieel werd afgezwakt. In het kader van de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen werd immers bepaald dat de oorspronkelijk vereiste meerderheid van stemmen in elke taalgroep wordt herleid tot een minderheid van

ramenée à une minorité d'un tiers des voix de chaque groupe linguistique lors d'un second vote, lorsque la majorité n'était pas atteinte dans l'un des deux groupes linguistiques lors du premier vote. Compte tenu de cela, il n'est pas judicieux de laisser le législateur spécial donner une nouvelle interprétation à cette garantie et il serait préférable de l'inscrire directement dans la Constitution. Ainsi, les négociateurs pusillanimes et conciliants des partis traditionnels flamands seront à l'avenir un peu plus prémunis contre d'autres bévues à cet égard.

#### N° 4 DE M. LAEREMANS

(Subsidiaire à l'amendement n° 1)

##### Article unique

**Dans l'article 118, § 2, alinéa 4, proposé au 2°, supprimer la dernière phrase.**

##### Justification

Le nouvel alinéa 4 habilite les parlements des entités fédérées à régler eux-mêmes la durée de leur législature et la date de leur élection. Il s'agit, en soi, d'un petit pas dans la bonne direction. Les décisions en la matière doivent toutefois être prises à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés.

Cette règle est introduite en contrepartie de l'instauration d'élections simultanées pour tous les parlements parce qu'un parti bien déterminé de la majorité institutionnelle est en réalité opposé au système des élections simultanées. Cette règle devrait permettre aux entités fédérées d'organiser malgré tout leurs élections à une date distincte, indépendante de celle des élections fédérales et européennes.

Eu égard aux rapports de force politiques des partis favorables au maintien de l'État et des partis réactionnaires en Belgique et à leurs points de vue en la matière, la règle proposée ici est difficilement applicable car elle ne permet pratiquement pas, voire pas du tout, aux parlements des entités fédérées d'organiser des élections distinctes en imposant à ces derniers des conditions beaucoup trop strictes à cet égard. Cette règle n'est donc guère plus qu'une boîte vide. Avec pour conséquence que, désormais, les élections fédérales coïncideront avec les élections communautaires et régionales, à la suite d'autres initiatives législatives de la majorité institutionnelles.

Dans une société démocratique, une des caractéristiques essentielles d'un parlement, y compris d'un parlement d'une entité fédérée, est qu'il puisse organiser son élection à un moment distinct. Ce n'est qu'ainsi que l'électeur pourra en effet émettre un jugement pondéré de la politique menée par ce parlement et par ce gouvernement pendant une législature précédente. Ce n'est qu'ainsi qu'une entité fédérée disposera de l'autonomie nécessaire pour mener sa propre politique, indépendamment de tout lien fédéral, et que la formation de son gouvernement ne sera pas subordonnée à celle du gouvernement fédéral, comme ce fut souvent le cas en Belgique par le passé.

La règle proposée vise donc implicitement ou explicitement à rendre les entités fédérées à nouveau plus dépendantes du fédéral en les empêchant au maximum de développer leur propre dynamique politique. Non seulement cela va à l'encontre du processus d'autonomisation et d'émancipation des entités fédérées des dernières décennies, mais c'est aussi un pas en arrière sur le plan démocratique.

een derde van de stemmen in elke taalgroep in een tweede stemronde, indien tijdens de eerste stemronde in één van beide taalgroepen de meerderheid niet was behaald. Met deze les in het achterhoofd is het bijgevolg niet wijs om de bijzondere wetgever hieraan verder invulling te laten geven, maar verdient het de voorkeur deze bepaling rechtstreeks in de Grondwet in te schrijven. Op deze manier kunnen de karakterzwakke en toegevingegezinde Vlaamse onderhandelaars van de traditionele partijen in de toekomst iets meer worden behoed voor verdere stomiteiten dienaangaande.

#### Nr. 4 VAN DE HEER LAEREMANS

(Subsidiair op amendement nr. 1)

##### Enig artikel

**In het door het 2° voorgestelde artikel 118, § 2, vierde lid, de laatste zin doen vervallen.**

##### Verantwoording

Door het nieuwe vierde lid worden de deelstaatarparlementen in staat gesteld om zelf de duur van hun legislatuur en de datum van verkiezing van hun parlementen te regelen. Op zich is dat een kleine stap in de goede richting. Dit moet evenwel gebeuren met een meerderheid van twee derden van de uitgebrachte stemmen.

Deze regeling wordt ingevoerd als tegengewicht voor het invoeren van samenvallende verkiezingen voor alle parlementen omdat één bepaalde partij van de institutionele meerderheid in feite tegen het systeem van samenvallende verkiezingen is. Zij zou het voor de deelstaten mogelijk moeten maken om toch nog op een afzonderlijke datum hun eigen verkiezingen te kunnen houden, los van de verkiezingen voor het federale en Europese parlement.

Gelet op de politieke krachtsverhoudingen en de standpunten ter zake van de staatsbehoudende en reactionaire Belgische partijen, is de hier voorgestelde regeling evenwel nauwelijks werkbaar omdat zij het in de praktijk zeer moeilijk, zo niet vrijwel onmogelijk maakt voor deelstaatarparlementen om afzonderlijke verkiezingen te houden omdat de lat tot invoering daarvan veel te hoog wordt gelegd. Het is derhalve niet veel meer dan een lege doos. Met als gevolg dat voortaan de verkiezingen voor het federale niveau en de deelstaten zullen samenvallen, ingevolge een aantal andere wetgevende initiatieven van de institutionele meerderheid.

In een democratische samenleving behoort het evenwel tot de essentiële kenmerken van een parlement, ook van een deelstaatarparlement, dat het zijn verkiezingen op een afzonderlijk tijdstip kan houden. Alleen op deze wijze kan de kiezer immers een gewogen oordeel vellen over het beleid dat door dit parlement en deze regering tijdens een voorbije legislatuur werd gevoerd. Alleen op deze wijze ook beschikt een deelstaat over de nodige autonomie om zijn eigen beleid te voeren, los van het federale verband, en wordt de regeringsvorming in de deelstaten niet afhankelijk gemaakt van de regeringsvorming op het federale niveau, zoals we dat in het verleden in België meermaals hebben meegemaakt.

De voorgestelde regeling is er dan ook impliciet of expliciet op gericht om de deelstaten opnieuw onderhoriger te maken aan het federale bestuursniveau door hen zoveel mogelijk te verhinderen een eigen politieke dynamiek te ontwikkelen. Dit gaat niet alleen in tegen het proces van verzelfstandiging en emancipatie van de deelstaten van de voorbije decennia, maar betekent ook op democratisch vlak een stap achteruit.

Si l'on veut effectivement créer la possibilité, pour les entités fédérées, d'organiser leurs élections à une date distincte, il faut revoir les exigences à la baisse et leur permettre de le faire à la majorité simple. Tel est l'objet du présent amendement.

#### N° 5 DE M. LAEREMANS

(Subsidiaire à l'amendement n° 1)

Article unique

#### Supprimer le 3°.

Justification

Dans le prolongement des modifications qu'il est proposé d'apporter à l'article 118, § 2, de la Constitution, il est inséré une disposition transitoire ayant pour but de faire coïncider d'office, en 2014, les prochaines élections fédérales, les élections régionales et communautaires et les élections européennes; ce n'est qu'après que les parlements des entités fédérées pourront, le cas échéant, adapter la durée de leur législature et la date de leur élection.

De plus, cette disposition doit d'abord — c'est-à-dire au plus tôt après les élections de 2014 — être mise en œuvre par une loi spéciale. Cela signifie donc qu'après les élections de 2014, il faudra une fois de plus trouver une majorité spéciale au sein du parlement fédéral dans sa nouvelle composition, pour rendre ce passage de la Constitution opérationnel. Étant donné que seuls les Flamands (du moins la majorité des partis flamands) réclament cette mise en œuvre, ils pourraient, une fois de plus, être confrontés au chantage des francophones avant d'y arriver. Ce régime transitoire oblige pour ainsi dire les Flamands à payer deux fois le prix. Et ce, pour une disposition qui ne pourra probablement jamais être concrétisée au Parlement flamand, puisque, dans la pratique, il sera probablement impossible de réunir une majorité des deux tiers pour exécuter cette règle.

D'où notre proposition de supprimer cette disposition transitoire.

#### N° 6 DE M. LAEREMANS

(Subsidiaire à l'amendement n° 1)

Article unique

**Dans la disposition transitoire proposée au 3°, remplacer la première phrase par ce qui suit :**

*« Une loi, adoptée à la majorité prévue à l'article 4, dernier alinéa, détermine, après les élections du Parlement européen de 2014, la date d'entrée en vigueur du paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, en ce qui concerne le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que du paragraphe 2, alinéa 4. »*

Indien men effectief de mogelijkheid wil creëren dat deelstaten hun verkiezingen op een afzonderlijke datum kunnen houden, dan is het noodzakelijk de lat daarvoor een stuk lager te leggen en moet dit kunnen worden ingevoerd met een gewone parlementaire meerderheid. Dat is het opzet van dit amendement.

#### Nr. 5 VAN DE HEER LAEREMANS

(Subsidiair op amendement nr. 1)

Enig artikel

#### Het 3° doen vervallen.

Verantwoording

In het verlengde van de wijzigingen die aan artikel 118, § 2, van de Grondwet worden voorgesteld, wordt een overgangsbepaling ingevoerd die onder meer tot doel heeft om in de loop van 2014 de eerstvolgende verkiezingen voor het federale niveau, het niveau van deelstaten en het Europese niveau van rechtswege te laten samenvallen en pas daarna eventueel de mogelijkheid te creëren voor de deelstaten om de duur van hun legislatuur en hun verkiezingsdatum aan te passen.

Bovendien moet deze bepaling eerst nog, met name ten vroegste na de verkiezingen van 2014, via een bijzondere wet in werking worden gesteld. Dat wil dus zeggen dat er na de verkiezingen van 2014, in het nieuw samengestelde federale parlement, opnieuw een bijzondere meerderheid moet worden gevonden om deze grondwettelijke passage operationeel te maken. Aangezien alleen de Vlamingen (althans de meerderheid van de Vlaamse partijen) vragende partij zijn om dit in werking te doen treden, kunnen zij hiervoor door de Franstaligen nog eens worden gechanteerd alvorens het zover zou komen. Door deze overgangsregeling moet er door de Vlamingen met andere woorden tweemaal een prijs worden betaald. En dat voor een bepaling die in het Vlaams Parlement wellicht niet eens zal kunnen worden waargemaakt omdat er in de praktijk waarschijnlijk net geen 2/3e meerderheid voorhanden zal zijn om daaraan uitvoering te geven.

Vandaar het voorstel om deze overgangsbepaling te schrappen.

#### Nr. 6 VAN DE HEER LAEREMANS

(Subsidiair op amendement nr. 1)

Enig artikel

**In de door het 3° voorgestelde overgangsbepaling, de eerste zin vervangen door wat volgt :**

*« Een wet, aangenomen met de meerderheid bepaald in artikel 4, laatste lid, bepaalt, na de verkiezingen voor het Europese Parlement van 2014, de dag waarop de bepalingen van paragraaf 2, eerste lid, voor wat het Parlement van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest betreft, alsook paragraaf 2, vierde lid, in werking treden. »*

## Justification

Dans le prolongement des modifications qu'il est proposé d'apporter à l'article 118, § 2, de la Constitution, il est inséré une disposition transitoire ayant pour but de faire coïncider d'office, en 2014, les prochaines élections fédérales, les élections régionales et communautaires et les élections européennes; ce n'est qu'après que les parlements des entités fédérées pourront, le cas échéant, adapter la durée de leur législature et la date de leur élection.

Toutefois, cette restriction n'est pas imposée en ce qui concerne l'octroi de l'autonomie constitutive à la Région de Bruxelles-Capitale. Cela signifie que la Région de Bruxelles-Capitale reçoit immédiatement l'autonomie constitutive, alors que l'élargissement de l'autonomie constitutive pour toutes les entités fédérées ne pourra se réaliser qu'après que le parlement fédéral, nouvellement composé après les élections de 2014, aura à nouveau trouvé une majorité spéciale pour rendre ce passage de la Constitution opérationnel. Étant donné que seuls les Flamands (du moins la majorité des partis flamands) réclament la mise en œuvre de cette règle, ils pourraient une fois de plus, à la suite de la règle proposée, être confrontés au chantage des francophones avant d'y arriver et risquent de devoir payer deux fois le prix. Et ce, pour une disposition qui ne pourra probablement jamais être concrétisée au Parlement flamand, puisque, dans la pratique, il sera probablement impossible de réunir une majorité des deux tiers pour exécuter cette règle.

Pour éviter cette situation, l'entrée en vigueur de l'octroi de l'autonomie constitutive à la Région de Bruxelles-Capitale est associée à l'entrée en vigueur de l'élargissement de l'autonomie constitutive en ce qui concerne le règlement de la durée de la législature et de la date des élections des parlements des entités fédérées.

## Verantwoording

In het verlengde van de wijzigingen die aan artikel 118, § 2, van de Grondwet worden voorgesteld, wordt een overgangsbepaling ingevoerd die onder meer tot doel heeft om in de loop van 2014 de eerstvolgende verkiezingen voor het federale niveau, het niveau van deelstaten en het Europese niveau van rechtswege te laten samenvallen en pas daarna eventueel de mogelijkheid te creëren voor de deelstaten om de duur van hun legislatuur en hun verkiezingsdatum aan te passen.

Deze restrictie wordt evenwel niet opgelegd wat betreft het toekennen van de constitutieve autonomie aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Dit betekent dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest onmiddellijk constitutieve autonomie krijgt, terwijl de uitbreiding van de constitutieve autonomie voor alle deelstaten pas doorgang kan vinden nadat er na de verkiezingen van 2014, in het nieuw samengestelde federale parlement, opnieuw een bijzondere meerderheid wordt gevonden om deze grondwettelijke passage operationeel te maken. Aangezien alleen de Vlamingen (althans de meerderheid van de Vlaamse partijen) vragende partij zijn om dit in werking te doen treden, kunnen zij daarvoor volgens de nu voorgestelde regeling door de Franstaligen nog eens worden gehanteerd alvorens het zover zou komen en lopen de Vlamingen het risico tweemaal een prijs te moeten betalen. En dat voor een bepaling die in het Vlaams Parlement wellicht niet eens zal kunnen worden waargemaakt omdat er in de praktijk waarschijnlijk net geen 2/3e meerderheid voorhanden zal zijn om daaraan uitvoering te geven.

Om dat te vermijden wordt de inwerkingtreding van het verlenen van constitutieve autonomie aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gekoppeld aan de inwerkingtreding van de uitbreiding van de constitutieve autonomie op het vlak van het regelen van de duur van de legislatuur en de verkiezingsdatum van de deelstaatparlementen.

Bart LAEREMANS.